

DOSSIER DE PRESSE Opération Barkhane



Contact :

Bureau relations médias de l'État-major des armées

Tél.: 09 88 68 28 66 - 09 88 68 28 61

Mail: emapresse@gmail.com











SOMMAIRE:

1.	CONTEXTE	3
2.	UN PRINCIPE FONDATEUR : LE PARTENARIAT	4
3.	LA STRATEGIE MISE EN OEUVRE	7
4.	LE MODE OPERATOIRE	12
5.	LE DISPOSITIF	14
6.	UN DEFI LOGISTIQUE	18
7.	BILAN CHIFFRE DE L'ACTION DE BARKHANE	19
8.	L'IMPLICATION DES FORCES PREPOSITIONNEES	20
9.	IN MEMORIAM	21

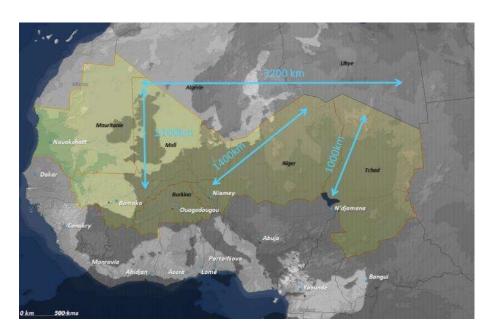




1. CONTEXTE

L'opération Serval s'est achevée le 31 juillet 2014. Déclenchée le 11 janvier 2013 à la demande du gouvernement malien, cette intervention militaire a permis de stopper l'offensive djihadiste qui menaçait Bamako, de mettre fin à l'organisation industrielle du terrorisme qui s'était développée dans le désert du Nord Mali et de transférer la mission de stabilisation du Mali aux partenaires maliens ainsi qu'aux forces de l'ONU (MINUSMA).

Le caractère transfrontalier de la menace terroriste, notamment lié à la nature désertique de la zone sahélienne, requiert d'agir dans une zone vaste comme l'Europe par une approche régionale pour traiter les ramifications de l'organisation terroriste et contrer des mouvements transfrontaliers dans la bande sahélo-saharienne.



Cette approche doit permettre :

- d'appuyer les forces armées des pays partenaires de la BSS;
- de renforcer la coordination des moyens militaires internationaux ;
- d'empêcher la reconstitution de zones refuges terroristes dans la région.

C'est dans cet esprit que l'opération Barkhane a été lancée le 1^{er} août 2014.



Dossier de Presse – Opération Barkhane – Novembre 2019



2. UN PRINCIPE FONDATEUR : LE PARTENARIAT...

L'opération Barkhane repose sur une logique de partenariat avec les principaux pays de la bande sahélo-saharienne (BSS). Elle vise en priorité à favoriser l'appropriation par les pays partenaires du G5 Sahel de la lutte contre les groupes armés terroristes (GAT), sur l'ensemble de la bande sahélo-saharienne (BSS).

Cette logique de partenariat structure les relations entretenues par Barkhane avec les autres forces engagées dans le processus de stabilisation au Mali et dans la région du Liptako-Gourma : la MINUSMA, l'EUTM Mali et les Forces armées des pays concernés.

2.1. ... AVEC LE G5 SAHEL ET LES FORCES PARTENAIRES

Le **G5 Sahel** regroupe cinq pays de la bande sahélo-saharienne : le **Burkina-Faso**, le **Mali**, la **Mauritanie**, le **Niger** et le **Tchad**. Créé en février 2014 à l'initiative des chefs d'État de la région, le G5 Sahel est un cadre institutionnel de suivi de la coopération régionale, destiné à coordonner les politiques de développement et de sécurité de ses membres.

Dans ce cadre, les chefs d'Etats, ministres et chefs d'état-major des pays du G5 se réunissent régulièrement pour partager leur évaluation de la situation sécuritaire dans la BSS, renforcer leur coopération face aux menaces transfrontalières liées au terrorisme et réduire les risques que les GAT font peser sur la stabilité régionale.

Considérée comme « un partenaire stratégique ayant toujours soutenu les pays du Sahel dans leurs actions de lutte contre le terrorisme », la France, par l'intermédiaire de la ministre des armées et du chef d'état-major des armées, a été conviée à plusieurs reprises à ces réunions.

Les réunions semestrielles des chefs d'état-major des armées, dans le cadre du comité de défense et de sécurité du G5 Sahel, permettent d'approuver les documents conjoints de coordination interalliés qui encadrent les opérations menées comme les opérations militaires conjointes transfrontalières.

Le 2 juillet 2017 à Bamako, à l'occasion d'un sommet du G5 Sahel réalisé en présence du président de la République française Emmanuel Macron, les chefs d'Etat du Burkina Faso, du Mali, de la Mauritanie, du Niger et du Tchad ont officiellement annoncé la mise en place d'une force conjointe du G5 Sahel.

Cette force, constituée d'environ 5 000 hommes, est destinée à coordonner, sur les frontières, la lutte contre les terroristes menée par les armées des pays du G5.

>>> En savoir plus : www.g5sahel.org



2.2. ... AVEC LA MINUSMA

La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), établie par la résolution 2100 du Conseil de sécurité des Nations Unies le 25 avril 2013, est un acteur majeur dans la résolution du conflit au nord du Mali. Elle est pour la France

un partenaire privilégié.



La composante militaire de la MINUSMA est structurée autour d'un état-major basé à **Bamako** et d'une vingtaine d'unités déployées au Mali.

Une vingtaine de Français est insérée dans cet état-major et dans les états-majors de secteurs à Gao, Kidal et Tombouctou. Le poste de chef d'état-major de la MINUSMA est occupé par un Français.

La résolution 2480 adoptée le 28 juin 2019

par le Conseil de sécurité des Nations Unies, a renouvelé pour la cinquième fois **le mandat de la MINUSMA en le portant jusqu'au 30 juin 2020**. L'effectif de la MINUSMA est d'environ **15 000 soldats** et **policiers**. Les priorités fixées dans la résolution consistent notamment à :

- appuyer la mise en œuvre par le gouvernement malien de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, signé le 20 juin 2015 avec les groupes armés du nord ;
- rétablir et étendre progressivement l'autorité de l'Etat, en particulier au nord et au centre du pays ;
- assurer la protection des civils menacés de violences physiques et la stabilisation des principales agglomérations et des zones où les civils sont en danger.

La résolution rappelle que les soldats français sont autorisés à intervenir en appui de la MINUSMA en cas de menace grave et imminente au Mali et plus largement au Sahel.

Le représentant permanent de la France auprès des Nations unies, M. François Delattre, a déclaré le 28 juin 2019 : « La résolution 2480 tire également les conséquences de la dégradation de la situation dans le Centre du Mali. Elle appelle les autorités maliennes à y développer sans délai une stratégie globale pour mettre fin aux violences et assurer le retour de l'Etat. Elle encourage la MINUSMA à renforcer son action dans cette zone, qui est désormais élevée au rang de seconde priorité stratégique. Sans remettre en cause la primauté du soutien à la mise en œuvre de l'accord de paix dans le Nord, la résolution demande à la mission de veiller à consacrer suffisamment de moyens à son mandat dans le Centre, dans le prolongement des efforts d'ores et déjà réalisés au cours des derniers mois, notamment à travers le développement d'un plan d'urgence pour la région de Mopti ou la création d'un secteur dédié. Elle demande également au Secrétaire général de conduire, d'ici six mois, une évaluation de la capacité de la Mission à réaliser l'ensemble des tâches qui lui sont assignées par la présente résolution dans sa configuration actuelle, et de formuler d'éventuelles recommandations à cet égard. »

>>> En savoir plus : www.minusma.unmissions.org



2.3. ... AVEC EUTM MALI

La Mission européenne de formation de l'armée malienne (EUTM Mali) a été lancée le 18 février 2013, à la suite de l'adoption de la résolution 2085 du Conseil de sécurité de l'ONU. Elle s'inscrit dans le cadre de l'approche globale conduite par l'Union européenne pour renforcer la sécurité au Mali et au Sahel. Elle compte un effectif d'environ 600 militaires en provenance d'une vingtaine d'États membres. Une douzaine de militaires français y contribue.

Son rôle consiste à apporter un soutien à la formation et à la réorganisation des forces armées

maliennes dans l'objectif d'améliorer leurs capacités militaires, afin de rétablir puis garantir l'intégrité territoriale du Mali, sous le contrôle des autorités civiles.

Depuis le début de sa mission, huit bataillons maliens ont été formés et équipés par l'EUTM Mali. Parmi ces bataillons, cinq ont bénéficié d'un cycle de réentraînement. En juin 2019, près de 14 000 soldats avaient été entraînés par l'EUTM Mali soit près des deux-tiers de l'armée malienne.



La zone d'engagement de la mission s'étend jusqu'à la boucle du Niger et inclut également les villes de Gao et Tombouctou. L'instruction des unités peut ainsi être réalisée de manière décentralisée, avec la mise en place de *Combined mobile advisory and training team* (CMATT).

Le 14 mai 2018, le Conseil de l'UE a prorogé le mandat de l'EUTM de deux ans et l'a modifié pour étendre son soutien à la Force Conjointe du G5 Sahel en lui fournissant des conseils et un appui à la formation.

>>> En savoir plus : www.eutmmali.eu



3. STRATEGIE MISE EN OEUVRE

La stratégie sahélienne de la France vise à ce que les Etats partenaires acquièrent la capacité d'assurer leur sécurité de façon autonome. Elle repose sur une approche globale (politique, sécuritaire et de développement) dont le volet militaire est porté par l'opération Barkhane, conduite par les armées françaises. Dans le contexte actuel, l'effort de Barkhane porte sur la lutte directe contre la menace terroriste, l'accompagnement des forces partenaires, l'appui des forces internationales et les actions en faveur de la population de façon à permettre un retour progressif à la normale dans les zones où l'autorité des Etats était remise en cause.

Barkhane développe au Sahel une stratégie zonale de résolution de crise. Elle s'appuie sur les capacités de ses partenaires en bande sahélo-saharienne pour concentrer son effort dans la région du Liptako-Gourma, tout en restant capable d'intervenir dans l'ensemble de la bande sahélo-sahérienne en tant que de besoin.

La pauvreté, le manque d'éducation, les inégalités, ainsi que la dégradation de l'environnement sécuritaire sont des facteurs favorisant l'émergence et l'ancrage du terrorisme, et Barkhane s'emploie à entraver ce cercle vicieux au quotidien, avec ses partenaires.

3.1. MAINTENIR LA PRESSION SUR LES GROUPES ARMES TERRORISTES

Afin de participer à la stabilisation de cette zone, Barkhane poursuit la lutte contre les groupes armés terroristes (GAT), en leur interdisant la possibilité de reconstituer des zones refuges, en coupant leurs flux logistiques et en accompagnant les forces partenaires pour les aider à faire face aux défis sécuritaires.

Les opérations visent à réduire la liberté d'action des terroristes et à les priver de leurs moyens de combat, par le démantèlement de leurs caches d'armement, de munitions, d'explosifs et de moyens de communication. La force mène des actions dans les zones de transit pour couper les flux logistiques des GAT et leur interdire tout ravitaillement.





3.2. ACCOMPAGNER LES ARMEES DES PAYS PARTENAIRES...

Dans la perspective de la prise en compte autonome de la lutte contre le terrorisme par les armées des pays partenaires, la force Barkhane met en œuvre un véritable **partenariat militaire opérationnel** (PMO). L'objectif est d'appuyer la volonté politique et militaire des pays du G5 Sahel de garantir une sécurité collective et coordonnée en BSS. Les formations et les opérations conduites avec les forces armées locales participent à la construction des armées de demain.

Le partenariat militaire opérationnel avec les forces armées du G5 se traduit d'abord par le renforcement des instructions opérationnelles. Il se manifeste surtout dans l'intégration systématique des forces partenaires dans les opérations conduites par l'ensemble des unités de la force Barkhane. Il se concrétise par des opérations bipartites, multipartites ou des opérations militaires conjointes transfrontalières.









Ce travail de partenariat s'inscrit dans la durée et contribue à l'opérationnalisation des armées africaines. La réactivité et le niveau de coordination atteints avec Barkhane ont déjà donné des résultats face aux groupes armés terroristes. Les opérations récentes menées conjointement par Barkhane et ses partenaires africains sont encourageantes. Cette montée en puissance du G5 et les progrès des forces partenaires font basculer progressivement les opérations dans une logique de complémentarité des actions et des moyens : l'action des forces armées locales et internationales est complétée par la puissance, la mobilité, la réactivité et l'allonge de Barkhane.

Formations des forces armées partenaires

Les formations, dispensées par Barkhane ou les forces françaises prépositionnées au Gabon et au Sénégal, s'attachent à faire progresser les stagiaires dans les domaines du tir de combat, de la lutte contre les engins explosifs improvisés et du sauvetage de combat. Elles s'attachent également à former les cadres au processus d'élaboration des ordres, et à la préparation et à la conduite des missions.

Un effort particulier a été mené depuis le début de l'année 2019. Plus de 524 actions de formation ou d'accompagnement au combat ont été conduites depuis le début de l'année 2019 (Tchad: 85, Mali: 303, Niger: 113, Burkina Faso: 7, Mauritanie: 6) dans la zone d'opération de Barkhane; détachements d'instruction opérationnels ou techniques, préparation d'opération, patrouilles et opérations conjointes, instructions au tir, sensibilisation au droit international humanitaire...

En amont des opérations sont conduites, au sein de Centre de Préparation à l'Engagement Opérationnel (CPEO), des séquences de mise en condition opérationnelle finale destinées à renforcer les savoir-faire de niveau compagnie. Elles visent à garantir l'aptitude des bataillons nationaux à s'engager aux côtés de Barkhane et à bénéficier des mêmes appuis. La DCSD appuie ces centres en désignant un coopérant référent par CPEO et en attribuant des budgets dédiés à l'instruction.

En 2019, quatre séquences de préparation à l'engagement opérationnel, appelées DIDASKO, ont été réalisées respectivement à Oualam au Niger, à La Loumia au Tchad au profit d'un bataillon de la FC du G5 Sahel, à Dori au Burkina Faso et puis enfin très récemment à Markala au Mali.

Le PMO se concrétise véritablement à l'issue de ces séquences par la conduite d'opérations bipartites, multipartites ou des opérations conjointes transfrontalières dans des dispositifs intégrés comme cela a été le cas récemment lors des opérations conduites dans le Liptako ou plus récemment dans le Gourma. Cet accompagnement au combat valide le travail de formation amont tout autant que les capacités autonomes de nos partenaires.

Depuis le début de l'année 2019, plus de 3500 soldats ont suivi une action de formation, et plus de 3000 ont suivi une action de préparation et d'accompagnement au combat.



RESDUCAMENTS 6

Les remises de matériels militaires relèvent de la même logique car elles contribuent à renforcer les capacités opérationnelles de la Force Conjointe. Une grande quantité a d'ores et déjà été remise aux unités des armées des 5 pays sahéliens, notamment celles armant la Force Conjointe. Ce sont des véhicules, et du matériel tel que des postes de transmission assurant l'interopérabilité des contingents de chaque pays composant la Force Conjointe.

Ainsi, une compagnie de chaque pays du G5 Sahel appelé à armer le fuseau Centre de la Force Conjointe dans la région des « trois frontières » (Burkina Faso, Mali et Niger) a été équipée à hauteur de 13 pickups avec leur armement, 4 véhicules lourds et du matériel de transmission.

Au 1er juillet 2019, Barkhane a permis à plus de 12 200 soldats des pays du G5 Sahel de suivre une action de formation dans des domaines particuliers (instruction au tir, coordination des feux, coordination des appuis, sauvetage au combat, lutte contre les IED...).

Plus globalement, la France conseille, équipe, forme et accompagne les forces armées des pays du G5 dont la force conjointe du G5.

LA FORCE CONJOINTE DU G5 SAHEL

Mauritanie Mali Niger Tchad Ratalions de la force compinie Sus commandement du généra Manea Oud Sid. 1 Poste de Commandement du généra Manea Oud Sid. 2 Poste de Commandement du généra Manea Oud Sid. 3 Sussex couste centre et. 3 Sus commandement (PC) opéraid. 3 Sus commandement (PC) opéraid. 3 Sus commandement (PC) opéraid. 4 Sus commandement du pénéra Manea Oud Sid. 1 Poste de Commandement du pénéra Manea Oud Sid. 2 Poste de Commandement du pénéra Manea Oud Sid. 3 Sus commandement du pénéra Manea Oud Sid. 3 Sus commandement du pénéra Manea Oud Sid. 4 Deste de Commandement du pénéra Manea Oud Sid. 4 Deste de Commandement de récessar informatiques et des services de commandement de récessar informatiques et de completion de completion de commandement de récessar informatiques et de completion de completio



3.3. AGIR POUR LES POPULATIONS

Barkhane agit **au bénéfice de la population locale**.

Lors de chaque opération, en particulier avec les forces partenaires, des aides médicales gratuites sont proposées à la population. Elles constituent des réelles occasions de dialogue et favorisent l'acceptation de la force par la population. Elles participent indirectement à

SAVOIR-FAIRE DES FAMA

Des actions de formations ont été conduites afin d'améliorer l'aptitude des FAMa à développer des projets au profit des populations. D'ores et déjà, des projets initiés conjointement sont maintenant suivis en totale autonomie par les FAMa.

l'efficacité des opérations militaires qui visent à contribuer au retour de la sécurité.

Barkhane agit également en conduisant ou en soutenant des projets qui apportent une aide directe aux populations : accès à l'eau, à l'énergie, à la santé ou à l'éducation.

En 2018, ce sont près de 70 projets civilo-militaires qui ont été menés au profit de la population, dont 23 projets à destination de celle de la région du Liptako, principalement autour des villes d'In Delimane, Ansongo et Ménaka. Parmi ces 23 projets, on note :

- 8 projets d'adduction d'eau qui ont notamment abouti à la réhabilitation d'un château d'eau à Tin-Hana, la réalisation de forages et l'installation de puits dans la ville de Ménaka, ou encore l'achat de motopompes dans les villes d'In Delimane et Ménaka;
- 5 projets d'agropastoralisme, parmi lesquels la création d'un maraîchage à In Delimane ou la rénovation de la laiterie de Ménaka;
- 3 projets d'infrastructure qui ont notamment permis la mise en place d'un pont à Tassiga et la réfection des bacs de Lelehoye.

Depuis le 1er janvier 2019, plus de 50 projets civilo-militaires ont déjà été menés au profit de la population, dont 29 projets à destination de celle de la région du Liptako-Gourma. Parmi ces réalisations, notamment 4 projets d'infrastructure, 2 projets d'adduction d'eau, 5 projets en lien avec l'éducation et l'accès à l'information.









Ces actions CIMIC s'inscrivent dans une dynamique globale ayant pour objectif de consolider durablement les gains de la sécurisation du territoire. Elles sont complémentaires des solutions mises en œuvre par les acteurs français et régionaux du développement, avec lesquels Barkhane dialogue régulièrement et agit en étroite coopération. Ainsi, la mission pour la stabilisation du centre de crise et de soutien (CDCS) du ministère de l'Europe et des affaires étrangères (MEAE) a déployé un expert à Ménaka auprès de Barkhane en mars 2019. Barkhane appuiera la mission de stabilisation pour ses deux projets majeurs : la réhabilitation de la centrale électrique et la mise en place de sa maintenance d'une part, et le renforcement capacitaire du commissariat d'autre part, avec l'achat de véhicules, de motos, l'amélioration des infrastructures, etc...

Par ailleurs, Barkhane continue de réaliser en moyenne plus de 70 consultations et plus de 300 soins par jour au profit de la population malienne, tchadienne et nigérienne. Plus de 20 actes techniques (imagerie et laboratoire) et près de 3 interventions chirurgicales sont également réalisés quotidiennement à leur profit.

4. MODE OPERATOIRE

4.1. RE-ARTICULATION ET ADAPTATION PERMANENTE

Pour préserver l'efficacité de la lutte contre une menace terroriste qui demeure importante localement, l'action de Barkhane aux côtés des forces partenaires s'inscrit dans une logique d'adaptation permanente.

Tout en maintenant sa présence dans le nord du Mali, Barkhane s'appuie aujourd'hui sur les progrès des partenaires pour marquer un effort dans la région du Liptako-Gourma et dans la boucle du Niger élargie.

Dans cette volonté constante d'adaptation, Barkhane s'attache à développer la mobilité, la flexibilité et la réactivité des forces pour pouvoir mener des actions dans la profondeur, loin des zones d'actions habituelles afin de surprendre l'ennemi dans toute la BSS.





4.2. FOCUS SUR LA ZONE DU LIPTAKO-GOURMA

Barkhane porte son effort dans la zone du Liptako-Gourma en menant des opérations aux côtés des forces armées maliennes (FAMa).

Ces opérations peuvent comporter :

- des actions ponctuelles dans une logique de démantèlement de réseau;
- des opérations de reconnaissance, conduites conjointement avec les FAMa, et dont le but est d'étendre progressivement la zone d'action des forces maliennes ;
- des actions de reconnaissance et de fouille de lieux d'intérêt.

Les unités qui y sont déployées assurent en parallèle des actions civilo-militaires au profit de la population.

En maintenant une présence conjointe dans la durée, ces opérations visent à conserver l'initiative face aux groupes armés terroristes (GAT) dans la région.

4.3. POINT DE SITUATION DANS LA ZONE DU LIPTAKO-GOURMA

L'effort dans le Liptako a débuté au Mali en novembre 2017. S'il reste du chemin à parcourir, l'action de Barkhane et des partenaires a permis le retour et la progression des organes dédiés à la sécurité. Celle-ci facilite la réalisation d'opérations conjointes avec les forces locales, notamment à Ménaka par le biais du Poste de Commandement de Coordination et de Sécurité (PCCS), créé début 2019, qui est un organe de pilotage et de coordination qui permet de coordonner les actions de sécurisation de la ville selon trois axes : renseignement, formation et opération.

Cet effort a été étendu à la région du Gourma début 2019, où Barkhane dispose désormais de la base opérationnelle avancée temporaire de Gossi, qui a atteint sa pleine capacité à la fin de l'été 2019, et sert de point de départ pour des opérations d'ampleur. Elle sert également de point de départ pour les actions civilo-militaires, qui ont déjà réalisé 8 projets depuis le début de 2019, dans les domaines de l'accès à l'eau, l'aide à l'agriculture, l'accès à l'éducation et les infrastructures.

Ainsi, sur le terrain des opérations, Barkhane poursuit son effort contre les groupes armés terroristes qui agissent dans cette région, notamment l'EIGS, Ansarul Islam et le RVIM. Dans ce domaine, Barkhane agit aux côtés des forces partenaires et poursuit son effort de partenariat militaire opérationnel, qui s'est accéléré depuis le début de l'année 2019. Plus de 2000 militaires maliens ont été formés en 2019, tant dans le Gourma que le Liptako. A Dori, une compagnie de soldats burkinabè a été formée en avril 2019 au sein du Centre de Préparation à l'Engagement Opérationnel (CPEO), au cours d'un stage appelé DIDASKO, avant d'opérer avec Barkhane dans le Gourma.



5. LE DISPOSITIF

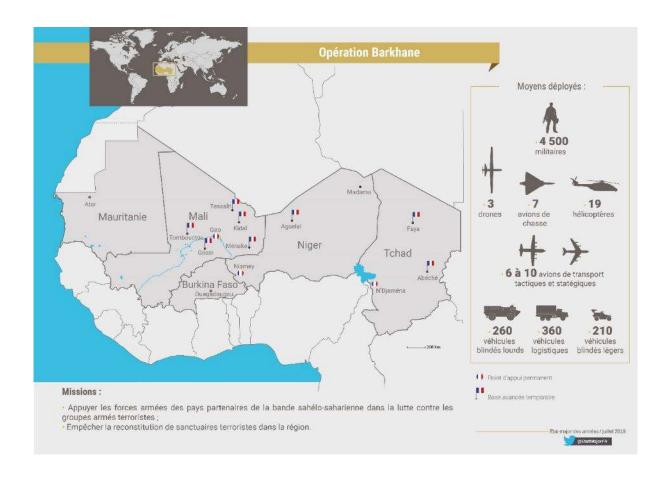
5.1. LE PLUS IMPORTANT DEPLOIEMENT FRANÇAIS EN OPERATION EXTERIEURE

De l'ordre de 4 500 militaires sont déployés, dans le cadre de l'opération Barkhane.

Depuis le 26 juillet 2019, ils sont placés sous le commandement du général de division Pascal Facon, qui opère depuis un poste de commandement interarmées de théâtre unique, stationné à N'Djamena au Tchad.

Le dispositif de Barkhane s'articule autour des trois points d'appui permanents : Gao au Mali, Niamey au Niger et N'Djamena au Tchad.

Pour pouvoir agir dans les zones les plus reculées, aux côtés des armées partenaires, des détachements sont également déployés sur des **plateformes désert-relais** ou sur des **bases avancées temporaires**.



5.2. VOLET TERRESTRE, UNE OUVERTURE EUROPEENNE



Au Mali, le volet terrestre est essentiellement constitué de deux groupements tactiques-désert, avec environ un millier de militaires répartis entre différents détachements notamment à Kidal, Tessalit, Menaka, Gossi, Tombouctou et sur la plateforme opérationnelle-désert de Gao.





Par ailleurs, un détachement de 50 militaires estoniens du *Scout Battalion Estonia* participe à la défense de cette plateforme depuis le 21 août 2018.

Au Tchad, en plus de la base située à **N'Djamena**, le dispositif militaire français s'appuie sur deux emprises où sont stationnés des détachements : le camp *Capitaine Michel Croci* à **Abéché**, dans l'est du pays et le camp de *Faya-Largeau*, dans le **nord**. Au Niger, en plus de la base située à Niamey, le dispositif s'appuie sur l'emprise située à Aguelal.

5.3. VOLET AEROTERRESTRE

Les moyens aéroterrestres jouent un rôle essentiel dans la conduite des opérations, en conférant à la force la souplesse et les capacités d'élongation indispensables pour prendre l'ascendant sur l'adversaire. Barkhane est ainsi équipée de 16 hélicoptères de combat et de manœuvre français.

Trois hélicoptères lourds de transport britanniques CH-47 *Chinook* sont déployés à Gao depuis mi-juillet. Ils sont pleinement opérationnels depuis le 16 août et renforcent la capacité opérationnelle et logistique de Barkhane.



Le gouvernement danois a annoncé le 28 février, par le biais d'un communiqué de presse, son intention de contribuer à l'effort

international contre le terrorisme dans la région du Sahel. Les autorités danoises prévoient ainsi l'intégration à l'opération Barkhane de deux hélicoptères de transport Merlin, et de 70 militaires à la fin de l'année 2019. Florence Parly, ministre des Armées, a salué cette annonce et a remercié le Danemark pour son engagement.



5.4. VOLET AERIEN

Les moyens aériens sont répartis sur deux bases aériennes projetées principales : à **Niamey** au Niger et à **N'Djamena** au Tchad. Idéalement situées, mettant en œuvre des capacités de combat et logistiques, ces plateformes jouent un rôle majeur au sein de l'opération Barkhane. La présence d'avions de transport et de ravitaillement en vol permet de s'affranchir des élongations du théâtre et de rapidement atteindre tout



point de la BSS. La présence d'avions de combat et de drones permet de faire peser une menace permanente sur nos adversaires et de les frapper le cas échéant. Aujourd'hui, sur ces deux « plots », la force dispose de 7 Mirage 2000 C ou D, de 6 à 10 avions de transport tactique et stratégique et de 3 drones.

>> PARTIE DRONE



La complémentarité des moyens « chasse » et **drones** permet des interventions coordonnées, en appui des opérations des forces terrestres ou en toute autonomie si nécessaire. Le détachement drone déployé en BSS s'appuie aujourd'hui sur 3 drones *Reap*er. Par leur discrétion et leur persistance, ces derniers sont essentiels à l'acquisition du renseignement sur

le théâtre mais aussi à la conduite des opérations et à l'évaluation des résultats.

FOCUS: LES DRONES, MOYENS DE RECONNAISSANCE ET DE RENSEIGNEMENT ESSENTIELS

Barkhane dispose de trois drones qui sont équipés de capteurs optroniques, de systèmes de désignation et de moyens de transmission de données en temps réel qui leur confèrent une capacité de reconnaissance précise, de jour comme de nuit. Ces drones effectuent des missions au profit de Barkhane ou des forces partenaires dans les domaines :

- **de la reconnaissance** : chercher, visualiser et confirmer des points d'intérêt ou des informations ;
- de la surveillance : observer des zones importantes du terrain, sur lesquelles la force n'est pas déployée, pour déceler toute activité des GAT ;
- de l'appui : fournir des images en temps réel au profit des unités déployées en opération pour empêcher une action de surprise de la part des terroristes.

La composante aérienne forme avec les moyens de l'artillerie et de l'aérocombat, une chaîne d'appui cohérente, robuste et réactive, dont l'efficacité repose sur une fine coordination. Elle est également en mesure d'intervenir de façon autonome sur des objectifs planifiés ou sur alerte en appui des forces partenaires en n'importe quel point de la BSS.

Le commandement de la composante-air de la force interarmées de l'Afrique centrale et de l'Ouest, situé sur la base aérienne 942 de Lyon mont Verdun, coordonne et planifie l'emploi de l'ensemble de ces moyens aériens ainsi que ceux mis à la disposition de la force Barkhane par nos alliés.

Le dispositif n'est pas figé. Il permet au commandant de la force de faire des bascules d'efforts en fonction des renseignements dont il dispose, pour faire peser une pression opérationnelle continue sur les GAT.



6. UN DEFI LOGISTIQUE

UNE VERITABLE MECANIQUE DE PRECISION

Le défi logistique de la force Barkhane est de pouvoir mener en permanence et de façon simultanée des opérations dans toute sa zone d'action. Dans un espace vaste comme l'Europe, au climat exigeant pour les hommes comme pour les matériels, le dispositif logistique de Barkhane repose sur une planification fine, afin de ne jamais interrompre le soutien des unités ou ralentir le rythme opérationnel.

Le ravitaillement des emprises par la terre se fait par le biais de convois qui peuvent atteindre une centaine de véhicules. Toujours plus flexible, la force Barkhane veut désormais se déployer plus longtemps et loin des centres aujourd'hui contrôlés par les forces partenaires. Dans le cadre de cette réorientation, le commandement a donc décidé d'accentuer la fréquence des livraisons par air (LPA) pour ravitailler les emprises les plus isolées en utilisant les capacités tactiques d'aérolargage des avions de transport déployés.

L'appui logistique de Barkhane s'articule autour de :

- trois points d'appui permanents (N'Djamena, Gao, Niamey) dont deux bases aériennes projetées à Niamey et N'Djamena ;
- huit bases avancées temporaires (Kidal, Tessalit, Menaka, Tombouctou, Aguelal, Gossi, Faya, Abéché);
- trois points d'appui maritimes à Dakar, Abidjan et Douala.

La base avancée temporaire de Gossi a été inaugurée en juin 2019, et a atteint sa pleine capacité opérationnelle à la fin de l'été. Concomitamment, dans le cadre de la concentration des efforts dans le Liptako-Gourma, la base de Madama (Niger), a été mise en sommeil. Il ne s'agit pas d'une fermeture, ce qui permet de conserver une capacité de remontée en puissance et d'intervention si nécessaire.

Enfin, les partenaires européens de la France, dont l'Espagne, apportent un soutien important dans ce domaine.

Les missions espagnoles MARFIL, disposant d'un C130 déployé au Sénégal depuis le lancement de l'opération SERVAL en janvier 2013, et MAMBA disposant d'un C295 déployé au GABON depuis mars 2014, ont assuré, au premier semestre 2019, environ 15% des acheminements intra-théâtre tant en matière de fret et que de personnel.



Dossier de Presse - Opération Barkhane - Novembre 2019



7. BILAN CHIFFRE DE L'ACTION DE BARKHANE

En près de quatre ans, Barkhane a :

- **réalisé en moyenne plus de 70 consultations et plus de 300 soins par jour** au profit de la population malienne, tchadienne et nigérienne.
- permis à plus de 12 200 soldats des pays du G5 Sahel de suivre une action de formation dans des domaines particuliers (instruction au tir, coordination des feux, coordination des appuis, sauvetage au combat, lutte contre les IED...). Ces formations ont été réalisées par Barkhane et les pôles de coopération régionaux des éléments français au Sénégal et des éléments français au Gabon.
- équipé une compagnie de chaque pays du G5 Sahel appelée à armer le fuseau Centre de la Force Conjointe dans la région des « trois frontières » (Mali, Burkina Faso et Niger) à hauteur de 13 pickups avec leur armement, 4 véhicules lourds et du matériel de transmission.

Au cours de l'année 2019, Barkhane a :

- conduit ou suivi plus de 50 projets civilo-militaires au profit de la population, dont 29 dans la région du Liptako;
- réalisé 4 séquences de préparation à l'engagement opérationnel (DIDASKO) au profit des soldats des pays du G5 Sahel ;
- mené plus de 524 actions de formation ou d'accompagnement au combat: détachements d'instruction opérationnels ou techniques, préparations d'opération, patrouilles et opérations conjointes, instructions au tir, sensibilisations au droit international humanitaire... (Tchad: 85, Mali: 303, Niger: 113, Burkina Faso: 7, Mauritanie: 6);
- ainsi, plus de **3 500 soldats ont suivi une action de formation**, et plus de **3 000 ont suivi une action de préparation et d'accompagnement au combat**.

En deux ans de présence dans le Liptako, Barkhane a :

- réalisé d'importants travaux d'aménagement du territoire comme la valorisation du dispositif de sécurité à Ménaka, la remise en état de la piste aviation d'In Kismane ou l'aménagement de la piste aviation de Ménaka;
- réalisé ou suivi **44 projets** au profit de la population (dont des projets **d'adduction d'eau**, d'**agropastoralisme**, et d'**infrastructure**) ;
- mené des actions en faveur de l'éducation ;
- proposé des **aides médicales à la population** qui ont permis de soigner de nombreux patients.

En six mois de présence dans le Gourma, Barkhane a :

- Conduit 8 projets d'actions civilo-militaires dans les domaines de l'accès à l'eau, l'aide à l'agriculture, l'accès à l'éducation et les infrastructures.



8. L'IMPLICATION DES FORCES PREPOSITIONNEES

La préparation militaire opérationnelle des forces militaires des pays du G5 Sahel est un des piliers de l'action de Barkhane. Toutefois, cet effort est global, et les forces françaises prépositionnées en Afrique de l'Ouest et en Afrique Centrale y participent en complément des actions de la force Barkhane.

Ainsi, les Eléments Français au Sénégal ont également participé à l'effort sur les actions de préparation à l'engagement opérationnel des unités appartenant à la Force conjointe G5 Sahel et des bataillons des pays engagés dans les opérations au sein de la MINUSMA.

Au total, en 2018, 94 opérations de coopération régionale ont permis la formation de plus de 2600 soldats du Burkina-Faso, du Mali, de la Mauritanie et du Niger.



De la même façon, les Eléments Français au Gabon ont participé à cet effort à travers des détachements d'instruction techniques et opérationnels. 360 soldats tchadiens ont été formés par le biais de 36 opérations de coopération en 2018.



9. IN MEMORIAM

- Trente-et-un militaires sont tombés dans l'exécution de leur mission, depuis le lancement de l'opération Barkhane :

Adjudant Thomas Dupuy, commando parachutiste de l'air n°10, le 29 octobre 2014

Adjudant Samir Bajja, service des essences des armées, le 29 novembre 2014

Caporal Baptiste Truffaux, 21e régiment d'infanterie de marine, le 27 août 2015

Sergent-chef Alexis Guarato, commando parachutiste de l'air n°10, le 26 novembre 2015

Maréchal-des-logis chef Damien Noblet, 511e régiment du train, le 12 avril 2016

Brigadier-chef Michael Chauwin, 511e régiment du train, le 12 avril 2016

Brigadier Mickaël Poo-Sing, 511^e régiment du train, le 12 avril 2016

Adjudant Fabien Jacq, 515^e régiment du train, le 4 novembre 2016

Sergent Julien Barbé, 6^e régiment du génie, le 5 avril 2017

Caporal Albéric Riveta, 1er régiment de chasseurs parachutistes, le 18 juin 2017

Adjudant Emilien Mougin, 1er régiment de spahis, le 21 février 2018

Maréchal des logis Thimoté Dernoncourt, 1er régiment de spahis, le 21 février 2018

Caporal Abdelatif Rafik, 14e régiment d'infanterie et de soutien logistique parachutiste, le 17 octobre 2018

Brigadier-chef Karim El Arabi, 2^e régiment de hussards, le 9 décembre 2018

Médecin Marc Laycuras, 120^e antenne médicale du 14^e centre médical des armées, le 2 avril 2019.

Premier maître Cédric de Pierrepont, Commando Hubert, le 10 mai 2019

Premier maître Alain Bertoncello, Commando Hubert, le 10 mai 2019

Brigadier-chef Ronan Pointeau, 1er régiment de spahis, le 2 novembre 2019

Lieutenant Pierre Bockel, 5e régiment d'hélicoptères de combat, le 25 novembre 2019

Adjudant-chef Julien Carette, 5e régiment d'hélicoptères de combat, le 25 novembre 2019

Capitaine Romain Chomel de Jarnieu, 4e régiment de chasseurs, le 25 novembre 2019

Maréchal des logis Valentin Duval, 4e régiment de chasseurs, le 25 novembre 2019

Capitaine Clément Frisonroche, 5^e régiment d'hélicoptères de combat, le 25 novembre 2019

Capitaine Benjamin Gireud, 5e régiment d'hélicoptères de combat, le 25 novembre 2019

Sergent-chef Andrei Jouk, 2^e régiment étranger de génie, le 25 novembre 2019

Maréchal des logis-chef Jérémy Leusie, 93^e régiment d'artillerie de montagne, le 25 novembre 2019

Capitaine Nicolas Mégard, 5e régiment d'hélicoptères de combat, le 25 novembre 2019



Lieutenant Alex Morisse, 5e régiment d'hélicoptères de combat, le 25 novembre 2019

Maréchal des logis-chef Alexandre Protin, 4e régiment de chasseurs, le 25 novembre 2019

Brigadier-chef Romain Salles de Saint Paul, 5e régiment d'hélicoptères de combat, le 25 novembre 2019

Maréchal des logis Antoine Serre, 4^e régiment de chasseurs, le 25 novembre 2019

- Dix militaires sont morts au Mali au cours de l'opération Serval, entre le 11 janvier 2013 et le 31 juillet 2014 :

Chef de bataillon Damien Boiteux, 4e régiment d'hélicoptères des forces spéciales, le 11 janvier 2013

Sergent-chef Harold Vormezeele, 2e régiment étranger de parachutistes, le 19 février 2013

Caporal-chef Cédric Charenton, 1er régiment de chasseurs parachutistes, le 4 mars 2013

Maréchal des logis Wilfried Pingaud, 68e régiment d'artillerie d'Afrique, le 6 mars 2013

Caporal-chef Alexandre Van Dooren, 1er régiment d'infanterie de marine, le 18 mars 2013

Sergent Stéphane Duval, 1er régiment de parachutistes d'infanterie de marine, le 29 avril 2013

Maréchal des logis Marc Martin-Vallet, 515e régiment du train, le 30 juillet 2013

Caporal-chef Thomas Guillebault, commando parachutiste de l'air n°20, le 26 décembre 2013

Sergent-chef Marcel Kalafut, 2e régiment étranger de parachutistes, le 8 mai 2014

Major Dejvid Nikolic, 1er régiment étranger de génie, le 14 juillet 2014





Contact :

Bureau relations médias de l'État-major des armées

Tél.: 09 88 68 28 66 - 09 88 68 28 61

Mail: emapresse@gmail.com







